

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes

INFORMATIONS OUVRIÈRES

TRIBUNE LIBRE DE LA LUTTE DES CLASSES
HEBDOMADAIRE DU PARTI OUVRIER INDÉPENDANT POI

Supplément IO n° 808 jeudi 16 mai 2024

La communication des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes

INFORMATIONS OUVRIÈRES 4 812 abonnés

808 n° 808

HEBDOMADAIRE DE LA LUTTE DES CLASSES HEBDOMADAIRE DU PARTI OUVRIER INDÉPENDANT POI

À TROIS SEMAINES DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

La campagne LFI bat son plein

Cessez-le-feu ! Arrêt des massacres ! Manifestations dans tout le pays samedi 18 mai

■ A propos du combat contre les idées de l'extrême droite Page 14

■ Les massacres de Sétif et Guelma. L'autre 8 mai 1945 Page 13

■ Campagne d'abonnements d'été C'est parti ! Page 16

Jour par jour, suivez le fil d'Informations ouvrières Palestine, loi immigration, actualité de la lutte de classe.



NOUVELLE CALÉDONIE

L'Etat colonial français provoque une fois de plus le peuple kanak et sa jeunesse

Nous aurons l'occasion de revenir sur ce qui constitue la toile de fond de la situation (colonisation, prédation, maltraitance, racisme). Ce qui met le « feu aux poudres », c'est la tentative de Macron et Darmanin de modifier une fois encore le corps électoral de telle sorte que le peuple kanak soit définitivement minoritaire dans son propre pays.

L'Assemblée nationale examinait en ce sens ce lundi 13 mai un projet de réforme constitutionnelle, qui prévoit d'ouvrir les élections aux résidents installés depuis au moins dix ans en Nouvelle-Calédonie.

Cet objectif avait été défini cyniquement par un ancien Premier ministre, Pierre Messmer, dans les années 1970 (1). En un mot : peupler la région de colons venant de France dite « métropolitaine » et aussi d'immigrés asiatiques et mélanésiens. Mais si tous ces calculs, combines, etc. avec la répression qui est associée, avec cette politique de préda-

tion, ont rendu le peuple kanak minoritaire dans son propre pays, la situation n'est pas stabilisée pour autant.

L'Assemblée nationale, qui siège à 17000 km de Nouméa, prétend donc décider de cette modification et par là même tenter de « régler » définitivement la question. Et comme toujours avec Macron et Darmanin, tout doit se régler avec les escouades de gendarmes, de CRS, du GIGN... sans oublier les supplétifs locaux dont les colonies ne manquent pas.

Alors, bas les pattes devant le peuple kanak et sa jeunesse ! C'est au peuple kanak et à lui seul de tracer son chemin ! Abandon du projet scélérat ! ■

(1) Extraits de la lettre du 19 juillet 1972 de Pierre Messmer, alors Premier ministre, à son secrétaire d'Etat aux « Dom-Tom » : « La revendication nationaliste autochtone ne sera évitée que si les communautés non originaires du Pacifique représentent une masse démographique majoritaire. (...) Les conditions sont réunies pour que la Calédonie soit dans vingt ans un petit territoire français prospère comparable au Luxembourg ».



A Nouméa, le 13 avril, manifestation contre l'élargissement du corps électoral visant à rendre minoritaires les Kanaks dans leur propre pays.

AFP



Communiqué du Groupe LFI-NUPE, 15 mai

C'est avec une immense tristesse que nous apprenons la mort de deux personnes en Nouvelle-Calédonie. Des centaines de blessés sont également à déplorer, dans ce qui ressemble à un début de guerre civile. La tristesse d'autant plus grande que rien dans les affrontements que connaît l'archipel depuis dimanche n'était imprévisible : nous avions alerté avec force lors des débats d'hier à l'Assemblée nationale sur le dégel du corps électoral. Les éléments qui ont mené à la guerre civile dans les années 1980 sont à nouveau présents sur le territoire. Les mêmes causes produisent les mêmes effets. Car c'est sur les vieilles cicatrices que se rouvrent les nouvelles blessures, et la question du corps électoral est centrale dans l'accord de décolonisation signé à Nouméa en 1998. Le vote du dégel unilatéral du corps électoral par l'Assemblée nationale a été l'élément déclencheur de violences qui endeuillent le pays.

Le gouvernement porte une responsabilité écrasante dans la situation actuelle. C'est son entêtement à passer en force et à déchirer les conditions qui ont permis 35 ans de paix civile qui ont provoqué ce chaos.

Il faut sortir par le haut de la crise que le gouvernement a provoquée. Nous mettons en garde : une répression violente ne peut mener qu'à davantage de chaos. La politique de répression met les policiers et gendarmes en difficulté, avec un risque réel d'embrasement généralisé que rien ni personne ne pourra contrôler. L'issue de cette crise politique ne peut être que politique.

Le dégel du corps électoral ne peut pas avoir lieu en dehors d'un accord négocié et accepté par tous. Nous appelons le gouvernement à la responsabilité. Il doit faire un geste fort pour l'apaisement, en annonçant qu'il renonce au projet de loi. Il doit envoyer une mission de dialogue en Nouvelle-Calédonie pour retrouver la voie de la paix civile. ■



« A bas le colonialisme ! Autodétermination du peuple kanak ! »

Le LKP (Guadeloupe) réagit dans un communiqué (14 mai) au vote de la révision constitutionnelle, à Paris, portant sur la Nouvelle-Calédonie : « *Le colonialisme français poursuit inlassablement sa sale besogne.* »

L'idéologie coloniale a la dent dure. Ainsi, le colonialisme français poursuit inlassablement sa sale besogne contre les travailleurs et les peuples des dernières colonies de son empire. La colonisation n'est et n'a jamais été une mise en valeur de territoires sauvages inhabités mais pillage des richesses, vol des terres, exactions de toutes sortes. La colonisation n'est et n'a jamais été solidaire et entraide aux peuples. La colonisation n'est et n'a jamais été mission civilisatrice mais oppression, négation de l'autre, déshumanisation, acculturation, infériorisation. Votre langue est un patois, votre culture relève du folklore, vos rites ne sont que superstition. En fait, l'homme, c'est le blanc, et vous, vous n'êtes qu'une créature, un être inférieur. Nous en sommes encore là, en 2024 comme quand Jules Ferry, le père de l'école laïque en France, disait que les races supérieures devaient s'imposer aux races inférieures. Voilà les valeurs défendues par la colonisation. Et tous ceux qui y trouvent des bienfaits ne sont en fait que des racistes. Quand les envahisseurs français débarquent en Kanaky en 1853, ils tuent, massacrent, violent, pillent et déclarent que dorénavant, c'est un territoire français. Et tout cela bien évidemment sans référendum !

Début des années 70, la France, sous l'égide de Pierre Messmer, décide de faire de la Kanaky une colonie de peuplement pour y faire émigrer les ressortissants français. C'est ainsi que pendant des dizaines d'années, une politique de remplacement des populations autochtones a été mise en place dans le but d'annihiler toutes velléités de revendications nationalistes. Pierre Messmer déclarait dans sa fameuse lettre du 19 juillet 1972 : « *A long terme, la revendication nationaliste autochtone ne sera évitée que si les communautés non originaires du Pacifique représentent une masse démographique majoritaire.* » Et tout cela bien évidemment sans référendum ! Aujourd'hui, la France soumet le peuple kanak à des référendums. Nous l'avons bien compris, le processus en cours, entamé depuis plusieurs décennies, n'a pas pour but de respecter le droit à l'autodétermination du peuple kanak. L'unique objectif, c'est le maintien de la France en Kanaky, comme dans toutes les colonies, à tout prix. Et la stratégie principale employée est de rendre les Kanaks démographiquement minoritaires dans leur propre pays. Et comme visiblement, ce remplacement ne va pas assez vite, voilà que l'Etat colonial décide de constituer un nouveau corps électoral per-

mettant ainsi à plus de colons français de voter. Kanaky-Gwadeloup, c'est le même combat pour l'autodétermination, l'indépendance nationale et la pleine souveraineté. Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, l'accession à l'indépendance nationale et à la pleine souveraineté sont des droits inaliénables et imprescriptibles. La Kanaky, tout comme la Gwadeloup, n'est pas une terre française mais un pays occupé par la France. « *Le maintien du colonialisme empêche le développement de la coopération économique internationale, entrave le développement social, culturel et économique des peuples dépendants et va à l'encontre de l'idéal de paix universelle des Nations Unies.* » (Résolution 1514 de l'Onu sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples colonisés adoptée le 14 décembre 1960.)
VIVE LA KANAKY LIBRE – INDEPENDANTE ET SOUVERAINE ! VIV GWADLOUP LIB, ENDEPANDAN E SOUVREN VIVE LA SOLIDARITE DES TRAVAILLEURS ET DES PEUPLES ! KANAKY LIB – SOUVREN É ENDEPANDAN !
Lapwent, 14 mai 2024 ■



« L'Etat colonial français frappe encore ! »

■ Communiqué de l'UGTG (Guadeloupe), 15 mai

Après avoir organisé l'invasion de la Kanaky par les « citoyens français », rendant minoritaires les Kanaks DANS LEUR PROPRE PAYS, bloquant ainsi le processus de décolonisation, l'Etat colonial français aujourd'hui veut imposer sa yo ka kryé le « dégel » du corps électoral. En réalité, il s'agit d'imposer une réforme constitutionnelle portant modification du corps électoral, pour les élections au congrès et aux assemblées de province en Nouvelle-Calédonie. Cette modification aura pour but d'autoriser le vote des colons français ; en violation de l'accord de Nouméa, et visant la continuité du processus d'élimination du peuple kanak, afin de s'assurer encore une fois du maintien de cette colonie sous domination française. Après ce passage en force venant compléter

on konplo a malfète organisé depuis leur débarquement, et piplis depuis la signature des accords de Matignon et de Nouméa, la situation se dégrade ! Bien évidemment, jodila léta fwansé ka kryé o kalm en faisant passer les Kanaks pour des violents et des irresponsables !!!!!!! men ki moun ki responsab ? SÉ LÉTA FWANSÉ KI RESPONSAB ! Il s'agit d'une pratique adoptée par cet Etat colonial depuis TOUJOURS ! Envahissement du territoire, massacre, occupation et simulacre de démocratie pour justifier la FAROUCHE répression envers tous ceux qui s'opposent ! Mi foto' ay. Depuis Paris, loin des réalités de ces peuples, YO KA FÈ LWA, YO KA DÉSIDÉ BA YO MEN SAN YO ! Le vernis démocratique pour légitimer l'autocratie et la répression.

Nous l'avons bien compris, depuis des décennies, l'objectif n'est pas le droit à l'autodétermination, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes mais bien de s'assurer que le rouleau compresseur, destructeur des droits et des libertés des travailleurs et des peuples continue sa route pour le maintien de l'oppression coloniale. Pon pèp pé pa aksèpté sa ! Les peuples opprimés finissent toujours par se révolter. SOLIDARITÉ POU TOÛT PÈP KA GOUMÉ POU SOTI ANBA DOMINASYON KOLONIAL KANAK É GWADLOUPÉYEN NI RÉZON GOUMÉ POU TOTAL LIBÈTÉ KANAK - AYISYEN - PALESTINIEN – GWADLOUPEYEN SÉ PÈP KONT TOUT PÈP ! YO NI DWA OSI OUI A L'INDÉPENDANCE NATIONALE ET A LA PLEINE SOUVERAINETÉ ! ■

Sur www.infos-ouvrieres.fr/abonnements

De nombreuses formules :
100 % numérique
ou
numérique + journal papier

JE M'ABONNE
À INFORMATIONS OUVRIÈRES

12 n^{os} : 20 euros 6 mois (25 n^{os}) : 35 euros 1 an (51 n^{os}) : 70 euros

Comité :
Département :

NOM, Prénom :

N° : Rue, bd, av., etc. :

Nom de la voie :

Code postal : Ville :

Bulletin à renvoyer à : *Informations ouvrières*, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, CS 30016, 75479 Paris Cedex 10. Chèque à l'ordre d'*Informations ouvrières*.